

# Les 61 projets IT majeurs de l'Etat coûtent 2,6 milliards d'euros

Deuxième actualisation pour le tableau de bord des grands projets IT de l'État, que publie chaque trimestre la Dinsic (Direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication). Y sont cette fois référencés 61 projets – autant qu'en mars – représentant un investissement total de 2,6 milliards d'euros. 29 projets reçoivent un budget supérieur à 20 millions d'euros.

Selon la Dinsic, le taux d'écart budgétaire moyen (autrement dit, la différence entre le budget planifié et les sommes réellement engagées à l'instant t) serait contenu à 25 %, contre 31 % en mars dernier. Mais il s'agit là d'une illusion d'optique due à des modifications dans la méthode de calcul. En l'absence de celles-ci, le taux d'écart budgétaire serait ressorti à 32 %. Même motif, même punition pour l'écart calendaire (autrement dit les dépassements de calendrier). Si le tableau de bord affiche un flatteur 21 % (contre 43 % trois mois plus tôt), en réalité cet indicateur se serait établi à 38 % sans changement de méthode de calcul. Un progrès déjà sensible malgré tout. Tout comme celui observé dans la durée moyenne d'un projet surveillé par la Dinsic : celle-ci est descendue à **6 années**, contre 6,1 en mars et 6,2 en novembre 2016.

## Projets en cadrage

Présentation  
Issu d'un questionnaire adressé à l'ensemble des ministères, le Panorama des grands projets SI recense et décrit les principaux projets informatiques au sein de l'Etat.

Tout citoyen dispose ainsi d'une vue sur les principaux efforts consentis par l'Etat pour ces projets.

Date de publication : Juin 2017

61  
projets suivis

20  
projets interministériels

2,56  
milliards d'euros engagés

6

durée moyenne (en années)

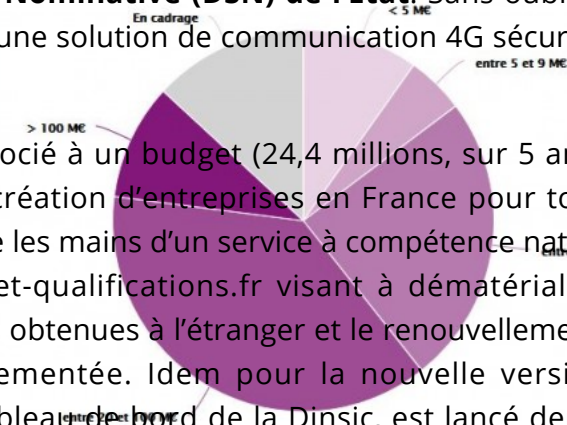
21%

taux d'écart calendriers moyen

25%

taux d'écart budgétaire moyen

part des projets par taille



Cette **mouture** apporte quelques précisions sur des projets clefs. En particulier, sur **France Connect**, le projet d'authentification unique de l'Etat. Jusqu'alors considéré comme étant en phase de cadrage, le projet est cette fois officiellement lancé et reçoit un budget d'environ 24 millions d'euros (pour une durée de réalisation de 3,4 ans). La v3 du tableau de bord voit aussi débouler de nouveaux projets, dont certains encore en phase de cadrage (donc sans budget précis). C'est par exemple le cas de **3PA-S**, visant à renforcer le système d'information des achats de l'Etat via l'intégration d'une solution du marché. Ou encore celui du projet visant à centraliser les flux permettant de construire la **Déclaration Sociale Nominative (DSN) de l'Etat**. Sans oublier, **PC Storm**, qui vise à doter les forces d'intervention d'une solution de communication 4G sécurisée et autonome, sur un lieu de crise ou à l'étranger.

Plus avancé, **Guichet entreprise** est lui déjà associé à un budget (24,4 millions, sur 5 ans). Ce projet, démarré en avril 2015, vise à faciliter la création d'entreprises en France pour tous les citoyens de l'Union européenne. Il a été placé entre les mains d'un service à compétence nationale, qui conçoit également un autre service, guichet-qualifications.fr visant à dématérialiser la reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger et le renouvellement des autorisations d'exercice d'une profession réglementée. Idem pour la nouvelle version de **Géoportail** qui, s'il fait son apparition dans le tableau de bord de la Dinsic, est lancé depuis la mi-2015. Doté de 14,6 millions, le projet piloté par l'IGN vise à donner accès à l'information géographique, au travers un nouveau site Web et des API.

## SIRHEN, Source Solde, PNIJ : stables

Certes le tableau de bord permet de relever quelques écarts d'un trimestre à l'autre. Avec de rares dérapages budgétaires. Comme celui du **SI-Samu**, le programme de modernisation des systèmes d'information des Samu-Centres 15, dont le budget passe en trois mois de 59 à 75,4 millions. A l'inverse, des projets comme **Chorus Portail Pro** (facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) ou **RenoIRH** (offre SIRH interministérielle) parviennent à dégager quelques économies par rapport à leur budget initial.

Mais, surtout, les grands projets de l'État, ceux engloutissant le plus d'argent et ceux suscitant le plus d'inquiétudes, sont stables d'un trimestre sur l'autre. C'est par exemple le cas de **SIRHEN** (le SIRH de l'Education Nationale, dont le budget frôle tout de même les 500 millions sur 12 ans), de **Source Solde** (le remplaçant de Louvois aux Armées, 126 millions, soit tout de même 2,5 millions de plus qu'en mars), de la **PNIJ** (la très décriée plateforme nationale des interceptions judiciaires, 121 millions sur... 12,8 ans), de **SIRHIUS** (le SIRH commun à tous les ministères économiques et financiers, plus de 160 millions sur... 12,5 ans) ou encore du **Prélèvement à la source** de l'impôt sur le revenu (160 millions), dont le budget est stable malgré la valse hésitation de l'exécutif sur le sujet.

## Données en Open Data

Le tableau de bord public de la Dinsic découle en réalité d'un document que la direction interministérielle réservait jusqu'à novembre dernier au seul Premier ministre, afin d'identifier les projets à risque. Une démarche notamment née des fiascos très coûteux de l'ONP et de Louvois, deux projets que l'État a dû se résoudre à abandonner après avoir dépensé des centaines de millions d'euros. Toutes les données de ce tableau de bord sont placées trimestre après trimestre en Open Data, [sur Data.gouv.fr](https://data.gouv.fr).

Pour la Dinsic, ce tableau de bord fait figure de prolongation des prérogatives qui lui ont été accordées par décret en août 2014, et qui lui donne un [droit de regard sur tous les projets dépassant 9 millions d'euros](#). En parallèle de cette réforme, la Dinsic a bataillé pour imposer une méthode d'analyse de la valeur des projets – donc de leurs coûts – baptisée Mareva 2. C'est cette dernière, au sein de laquelle le coût d'un projet équivaut à l'investissement nécessaire à sa réalisation et à deux années de fonctionnement, qui sous-tend le tableau de bord que publie l'État.

### A lire aussi :

[Projets IT de l'Etat : le prélèvement à la source coûtera 160 M€](#)

[Les 15 projets clefs de l'informatique de l'Etat](#)

[Henri Verdier, Dinsic : « L'informatique de l'Etat ne se résume pas à ses sorties de route »](#)

Photo via [VisualHunt.com](https://visualhunt.com)